
Geneviève Cortes

L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine.

Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Geneviève Cortes, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 18 - n°2 | 2002, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/1644> ; DOI : 10.4000/remi.1644

Éditeur : Association pour l'étude des migrations internationales

<http://remi.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://remi.revues.org/1644>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Université de Poitiers

Geneviève Cortes

L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine.

Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien

Pagination de l'édition papier : p. 83-104

- 1 En Bolivie, les modes d'accès aux ressources agro-écologiques tout autant que leurs modalités d'usage et de gestion, agissent comme des éléments fondamentaux des conditions de vie et de la sécurité alimentaire des populations rurales. Comme dans la plupart des régions andines d'altitude, la mise en valeur agricole du milieu demeure largement fondée sur le modèle traditionnel paysan et la petite exploitation familiale de subsistance. Les formes de production agricole privilégient en priorité l'auto-consommation de denrées traditionnelles (pommes de terre, maïs, blé...) et, dans le meilleur des cas, les excédents agricoles pour la vente (Gonzales de Olarte, 1984 ; Morlon, 1996). Autrement dit, la viabilité des systèmes de production agricole reste d'autant plus déterminée par l'adéquation entre, d'un côté, les besoins alimentaires et les forces productives et, de l'autre, les ressources foncières exploitables. Or, dans un pays où les potentialités d'extension des surfaces agricoles apparaissent relativement limitées (seulement 15 % de la superficie totale du pays est jugée apte pour l'agriculture)¹, la disponibilité des ressources foncières, mais également leur degré d'accessibilité détermine fortement la viabilité des systèmes de production. La pression démographique (mais aussi sociale) qui s'exerce sur la terre a pour corollaire la persistance d'une structure fortement inégalitaire de la répartition foncière (opposition *minifundium/macrofundium*)² et un émiettement parcellaire toujours plus marqué. En Bolivie, plus que jamais, la question foncière resurgit comme le mal lancinant d'une société rurale en crise (Zoomers, 2001).
- 2 Dans ce contexte, la migration rurale est appréhendée comme une réponse à des tensions démographiques (Domenach et Picouet, 1995), c'est-à-dire comme une forme de « désajustement » structurel de l'usage des ressources agro-environnementales par rapport aux besoins de la population. De la sorte, la Bolivie rurale, durement touchée par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la précarité des conditions d'existence³, voit émerger une nouvelle catégorie sociale, celle d'agriculteurs temporairement salariés, pluri-actifs et migrants (Gomez et Klein, 1993).
- 3 Relativement nombreux sont les travaux en Bolivie, qui en cherchant à mettre en évidence les facteurs déterminants de l'émigration interne (soit vers les centres urbains, soit vers d'autres régions rurales du pays), ont pointé du doigt les mauvaises conditions d'accès et d'usage des ressources naturelles dans les lieux d'origine : rupture des équilibres agro-écologiques (érosion, épuisement des sols...), risques climatiques (sécheresse, gel...) et, plus fréquemment encore, l'insuffisance des ressources en terres. En revanche, les études concernant le cas plus spécifique des migrations internationales sont beaucoup plus rares. Pourtant, à l'image de ce qui se passe dans d'autres pays andins comme le Pérou ou l'Équateur, la migration vers l'extérieur, et en particulier vers l'Argentine ou les États-Unis, pénètre de plus en plus les campagnes boliviennes (Gisbert *et al.*, 1994 ; Punch, 1995 ; Vargas, 1998 ; Fairbairn, 1999 ; Hinojosa Gordonava, 2000 ; Cortes, 2000).
- 4 En s'appuyant sur l'exemple de la migration vers l'étranger des ruraux boliviens, et plus précisément en nous inspirant d'observations menées depuis plusieurs années dans les vallées inter-andines de Cochabamba⁴, cet article explore la relation qui s'établit entre ressources foncières et logiques migratoires transfrontalières. Notre objectif n'est pas d'apporter une analyse exhaustive et statistiquement démontrée de la relation, mais d'en proposer un essai de lecture systémique et multi-scalaire.
- 5 La première hypothèse est qu'en milieu rural le lien entre migration et ressources ne s'établit pas seulement selon un mode unidirectionnel (les mauvaises conditions d'accès aux ressources induisent le recours à la migration) mais également selon un mode interactionnel ; dans des

situations migratoires qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans une rupture avec les lieux d'origine (comme c'est souvent le cas pour les populations rurales boliviennes), la mobilité s'articule étroitement aux logiques de production agricole de l'espace de départ. De ce fait, terres et migrations agissent en interférence constante selon un système d'interaction complexe et dynamique, non seulement au moment du départ mais également une fois le processus enclenché. La deuxième hypothèse, liée à la précédente, est que ce jeu d'interférence n'est pas toujours perceptible à travers une vision macro-régionale de la migration. L'observation et l'analyse des mécanismes qui se jouent à l'échelle micro-locale des espaces d'origine, fondées sur l'idée que les acteurs de la migration développent des stratégies de mobilité en lien avec leurs modes de gestion des ressources et de leur mise en valeur, constituent une approche susceptible d'apporter des éclairages précieux sur les dynamiques en cours.

- 6 La démarche consiste à confronter deux niveaux et échelles d'analyse successifs. Dans un premier temps, il s'agira de replacer le phénomène des migrations internationales, en particulier celui observé dans les vallées inter-andines de Cochabamba, dans le contexte plus large de l'évolution socio-historique et agraire du pays. Nous nous interrogeons sur la place de la migration comme facteur éventuel de régulation des contraintes agro-écologiques et de la pression foncière. En quoi les conditions d'accès aux ressources foncières ainsi que les modes d'usage du sol qui les accompagnent, interfèrent-ils dans les comportements et les modalités de la migration internationale ?
- 7 Dans un deuxième temps, nous adoptons une lecture inversée ; il sera question d'explorer les incidences de la migration internationale sur les modes de gestion des ressources foncières dans les lieux d'origine. En quoi les migrations sont-elle inscrites dans des stratégies d'accès aux ressources ? La migration modifie-t-elle les structures foncières, les modes d'usage du sol et plus largement les systèmes de production agricole ?
- 8 Au croisement de ces deux niveaux d'analyse, se pose la question plus générale de savoir si la migration internationale joue un rôle régulateur — voire compensateur — des modes d'accès aux ressources foncières, ou bien au contraire un rôle amplificateur des déséquilibres.

Ruptures agro-écologiques de l'espace rural andin

- 9 La migration rurale en Bolivie et la forte incidence des migrations à l'étranger dans les campagnes de Cochabamba ou d'ailleurs (Potosi, Tarija ...), demeurent inscrites dans le temps long de la transformation des territoires ruraux andins et de ses structures agraires. Les migrations sont, en effet, le résultat d'un processus socio-historique et économique qui a mené progressivement à la marginalisation du petit secteur paysan et à une détérioration des conditions d'accès aux ressources agro-écologiques et de leurs modes de mise en valeur (Franqueville, 2000). Deux temps forts de l'histoire du pays ont eu pour effet de bouleverser les modes traditionnels de gestion des milieux et de créer, d'une certaine manière, des ruptures agro-écologiques : d'une part, la colonisation espagnole et, d'autre part, la révolution nationale de 1952 et la réforme agraire qui s'ensuivit.

Remise en cause d'un modèle agro-écologique ancestral

- 10 Les processus socio-historiques de la formation des territoires ruraux boliviens constituent, à plus d'un titre, une des clefs de la compréhension des phénomènes contemporains de l'émigration rurale. Et surtout, ils nous conduisent à rejeter d'emblée une vision fataliste et déterministe qui consisterait à penser que les données naturelles du milieu rural andin portent en elles les germes de la pauvreté et de la migration. Il est erroné — et largement limitatif — de croire que la rudesse d'un milieu de montagne, où les contraintes climatiques et agro-écologiques sont des plus sévères (altitude, aridité, gel, pauvreté des sols, fortes pentes ...), puisse condamner la viabilité des systèmes de production agricole jugés souvent peu productifs, et surtout leur capacité d'adaptation à la pression démographique et aux données socio-économiques contemporaines. Comme preuve du contraire, rappelons la longue tradition d'utilisation rationnelle et efficace du milieu andin par les sociétés originaires qui remonte à la civilisation pré-incaïque organisée autour du territoire communautaire de l'*ayllu*⁵.
- 11 Nombre d'études ont démontré, en effet, que les populations paysannes savaient — et savent encore — surmonter les contraintes d'un milieu contraignant par un usage et une gestion

des ressources fondées, d'une part, sur la minimisation des risques et, d'autre part, sur la complémentarité des étages écologiques (plateau, vallées, plaines). Dans le système territorial de l'*ayllu*, où le système de parenté permettait un accès collectif et rotatif aux différents étages écologiques, la gestion des ressources répondait à une utilisation verticale du milieu : dispersion culturelle dans plusieurs niches écologiques, longues jachères, combinaison de plusieurs espèces végétales sur une même parcelle, jeu sur le calendrier des semis etc... Ces pratiques culturelles, aujourd'hui bien connues des anthropologues et des agronomes spécialistes des agricultures andines (Murra, 1972 ; Eresue *et al.*, 1990 ; Morlon, 1996) avaient pour fonction d'exploiter au mieux la diversité du milieu andin et de réduire les risques agro-écologiques et climatiques, tout en assurant une autosuffisance et une sécurité alimentaires aux populations.

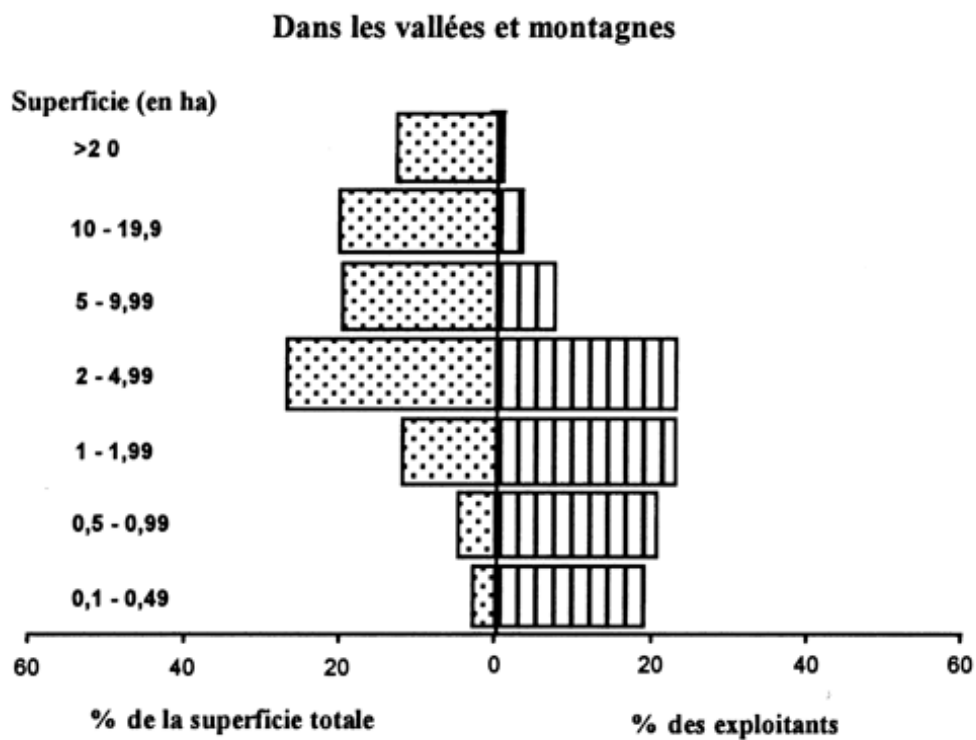
- 12 La colonisation espagnole, ayant assis sa domination sur l'extraction des richesses minières et agricoles du pays, a procédé à une profonde modification de cette organisation territoriale andine. L'implantation de grandes propriétés foncières (*haciendas*) s'est accompagnée de la création de villages et d'un regroupement forcé des populations indigènes, créant ainsi une rupture du « modèle vertical andin ». La région de Cochabamba est, à ce titre, exemplaire du processus. Localisée sur le piedmont andin, au point de contact entre hautes terres altiplaniques et basses terres de l'Orient, la région est dotée d'une grande diversité de milieux agro-écologiques, et ceci sur de relatives courtes distances. Alors que l'empire Inca avait mis à profit la richesse écologique de la région en maintenant la relation des terroirs communautaires des vallées avec ceux des hautes terres de l'Altiplano, les colons espagnols ont transformé la région en véritable grenier de l'*Alto Peru*. Ils ont ainsi procédé à une segmentation et une spécialisation de l'agriculture par bassins et étages de production. La physionomie actuelle du paysage agraire et du système agricole de la région garde les empreintes de ce passé colonial qui, en réalité, a fait ressurgir les données du milieu comme élément de différenciation d'accès aux ressources. Dans les secteurs d'altitude, escarpés, froids et arides, situés à plus de 3000 mètres (étage *puna*), les populations développent difficilement une agriculture familiale de subsistance exclusivement tournée vers des cultures traditionnelles andines (pommes de terre, *oca*, *quinoa*⁶) et l'élevage d'ovins et de camélidés. En revanche, dans les vallées localisées en contrebas à 2500 mètres d'altitude, les agriculteurs mettent à profit des conditions agro-écologiques largement plus favorables (moindre sécheresse, fonds plats, sols plus riches) en développant une agriculture diversifiée, mécanisée et intensive (production de maïs, de pommes de terres, de légumes, de fruits et d'élevage bovin...).
- 13 Aujourd'hui, il est paradoxal de constater que ces secteurs de bassins, pourtant propices à une mise en valeur agricole, constituent un des plus anciens et importants viviers de la migration internationale dans le pays. En revanche, dans les milieux d'altitude, la migration se limite souvent à des déplacements saisonniers (parfois fondés sur la double résidence) vers les centres urbains ou les régions basses du département⁷. Autrement dit, la différenciation des milieux agro-écologiques andins ne détermine pas tant l'intensité des mouvements migratoires et la propension à migrer, mais plutôt ses modalités en termes de destinations et de logiques de mobilité.

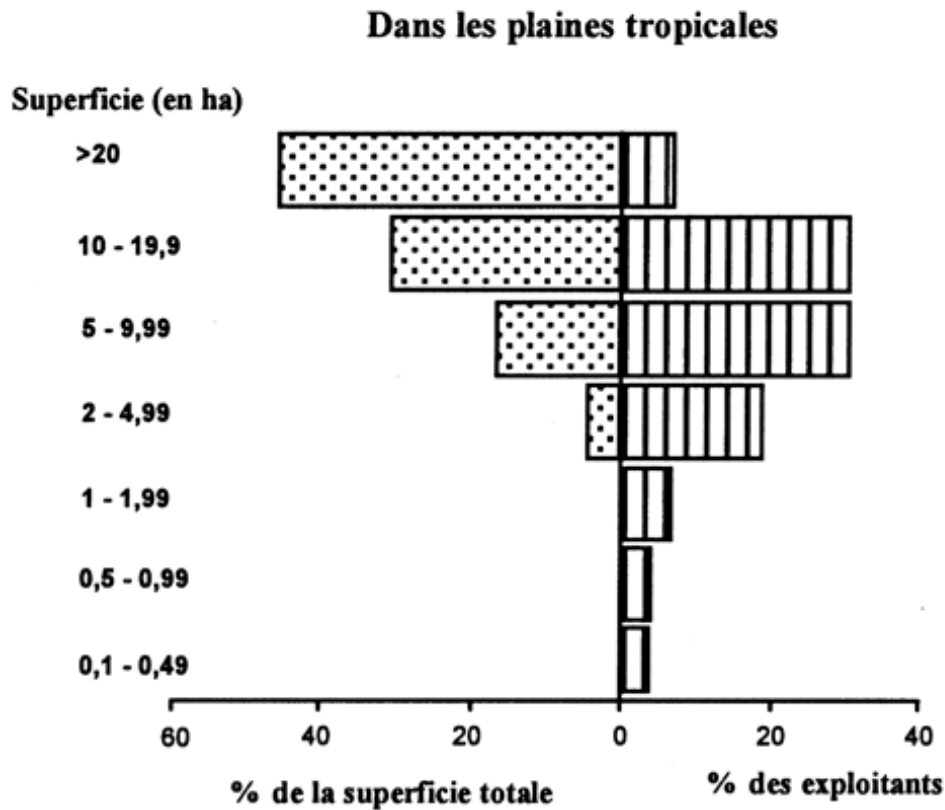
La réforme agraire et ses effets sur les modalités d'accès à la terre

- 14 Si les contraintes d'un milieu naturel hostile ne sont pas en soi un facteur limitant de la mise en valeur agricole, les modalités de l'accès aux ressources foncières — à savoir le problème du *minifundium* qui caractérise les structures agraires latino-américaines — le sont. En Bolivie, la révolution nationale de 1952 et la réforme agraire qui a suivi ont fortement contribué à la diffusion du phénomène migratoire dans les campagnes. Elles ont impulsé une étape cruciale de libéralisation sociale et économique du secteur paysan qui, brutalement, a pu accéder à la propriété individuelle de la terre. La redistribution foncière, après le démantèlement du système colonial des *haciendas* et du *colonato*⁸, a entraîné l'intégration des paysans à la société nationale, ainsi qu'un processus d'urbanisation, un développement de nouveaux réseaux commerciaux et, de ce fait, un accroissement de la mobilité spatiale des populations.

- 15 La région de Cochabamba a été particulièrement affectée par ce processus, et surtout de manière plus précoce et rapide que partout ailleurs dans le pays. En effet, les paysans des vallées héritent d'une longue tradition de lutte pour la terre liée au processus de formation socio-historique de l'espace régional. Le système d'*hacienda* y fût contesté bien avant l'heure et, dès le XIX^e siècle, apparut une fragmentation de la propriété foncière coloniale. La vente de terres permit l'émancipation de tout un secteur de petits propriétaires indépendants (les *piqueros*), lesquels jouèrent un rôle important dans la phase finale d'expulsion des *hacendadores* et dans la réforme agraire de 1953 (Larson, 1992).
- 16 L'émergence précoce d'un secteur paysan, indépendant et propriétaire de terres, a conduit au fait que le morcellement de la propriété, par le jeu de l'héritage, s'est amorcé bien plus tôt que dans d'autres régions du pays. Cela explique en grande partie l'exiguïté des exploitations familiales et la forte fragmentation des terres qui s'observent aujourd'hui dans les vallées de Cochabamba. Par ailleurs, les orientations des politiques des années 1960-70, fondées sur le développement d'une agriculture d'exportation à grande échelle dans les régions subtropicales de l'est du pays, n'ont fait que renforcer la traditionnelle dualité agraire du pays⁹ : parcellisation excessive dans les secteurs montagneux et de vallée, forte concentration foncière dans les parties basses de l'*Oriente* (fig. 1).

Figure 1 : Distribution foncière dans la région de Cochabamba

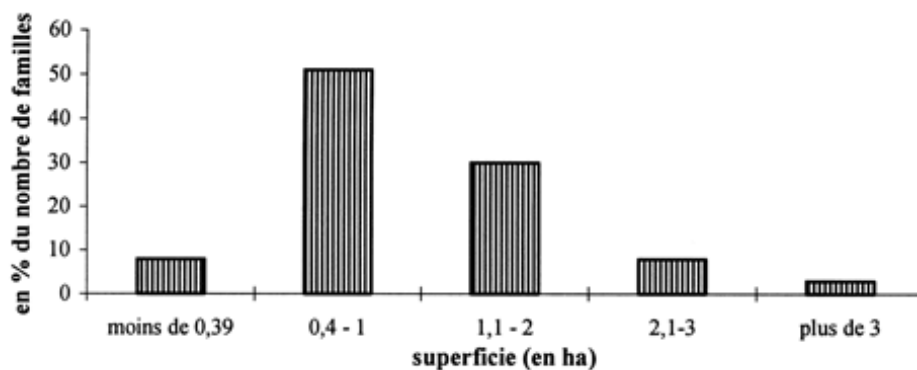




Source : Cortes, d'après Caro et al., 1992

- 17 Actuellement, la forte croissance démographique qui caractérise la région de Cochabamba (surtout en comparaison avec les régions altiplaniques de La Paz, de Potosi ou d'Oruro) joue en faveur d'une pression foncière toujours plus importante. Si la densité moyenne y est encore relativement faible, atteignant à peine 20 habts/km² (contre 5,7 % à l'échelle nationale), il faut rappeler que 80 % de la population régionale se concentre dans les vallées intérieures où l'on trouve des densités de l'ordre de 200 habts/km². Ainsi, au niveau départemental, 80 % des agriculteurs disposent d'une superficie de 0,1 à 5 hectares, et 58 % de moins de deux hectares (Caro et al., 1992). Si l'on considère seulement le secteur des vallées, 63 % des foyers ruraux ont moins de deux hectares et 40 % moins d'un hectare.
- 18 Comme l'indique la figure 2, les villages du *Valle Alto* constituent un cas exemplaire de la micro-parcellisation des terres.

Figure 2 : Distribution des terres dans les villages du *Valle Alto* de Cochabamba



Source : Cortes, d'après Deheza, 1991 (enquête du Cidre, 110 familles)

- 19 Dans ces localités, la réforme agraire a donné lieu à deux modes de répartition de la terre : l'un fondé sur le démantèlement des *haciendas* et une redistribution aux paysans qui travaillaient

déjà sur les grands domaines (ces paysans « originaires » ont aujourd'hui les plus faibles superficies), l'autre issue d'une distribution postérieure à la réforme à des paysans venant de localités environnantes (Larson, 1992). Contrairement aux zones rurales d'altitude, où persiste le statut communautaire d'une partie du terroir agricole et pastoral, la totalité des terres exploitées est l'objet d'une appropriation privée.

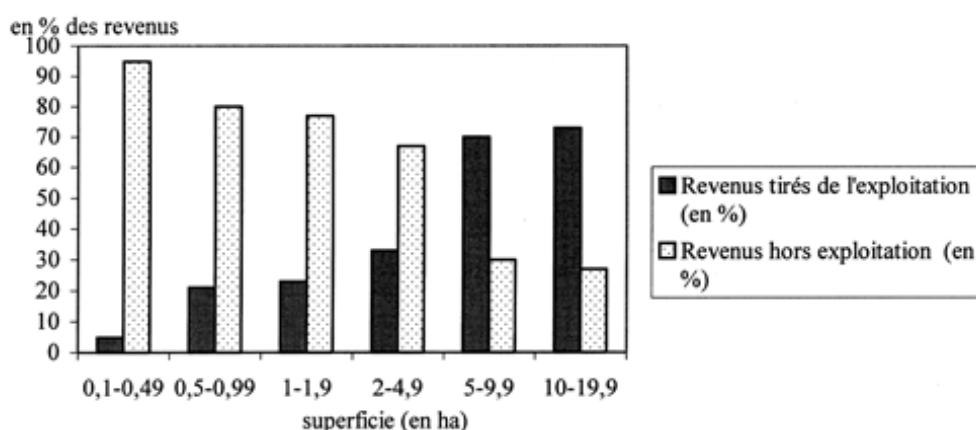
L'accès aux ressources foncières comme déterminant de la migration

- 20 Dans le contexte d'émiettement de la propriété foncière et de déficit de terres qui caractérise la Bolivie rurale, se pose la question de savoir si l'intensité migratoire reflète la différenciation des modes d'accès aux ressources agro-écologiques, et en particulier à la terre. Cette différenciation joue-t-elle pour les migrations internationales, au même titre que pour les migrations internes ?

Rôle de la pression foncière dans la propension à migrer

- 21 Selon le modèle habituel de la pression foncière, on peut supposer que les individus ou les familles les plus démunis partent le plus (ou le plus définitivement ?). Autrement dit, la propension à migrer serait donc inversement proportionnelle à la taille de l'exploitation familiale. En Bolivie, nous ne disposons pas de chiffres exhaustifs et fiables qui permettent de démontrer cette relation. Mais certains travaux nous donnent des éléments d'interprétation.
- 22 À l'échelle du département de Cochabamba, par exemple, une étude exhaustive des exploitations agricoles (Caro *et al.*, *op. cit.*) montre que seulement 40 % des chefs d'exploitation ont comme activité principale l'agriculture et, d'autre part, que l'importance des revenus non agricoles (dont ceux de la migration) est inversement proportionnelle à la taille de l'exploitation familiale (fig. 3).

Figure 3 : Entrées et sorties d'étrangers en Allemagne 1954-1995 (en millions)



Source : Cortes, d'après Deheza, 1991 (enquête du Cidre, 110 familles)

- 23 Autrement dit, la pluri-activité, qui s'accompagne souvent de la nécessité de se déplacer vers d'autres lieux, apparaît directement liée à la structure agraire et aux conditions d'accès aux ressources foncières¹⁰.
- 24 D'autre part, nombreuses sont les études monographiques, concernant la migration rurale interne en Bolivie, qui confirment la relation directe entre structure agraire et migration. Les travaux sur la migration vers les zones de production de coca (Chapare), par exemple, montrent que la propension à migrer est étroitement corrélée au manque de terres dans les lieux d'origine (Blanes et Flores, 1983 ; Mercado *et al.*, 1990)¹¹. Nos recherches menées dans les secteurs d'altitude de la région de Cochabamba mènent aux mêmes conclusions (Cortes, 1995)¹². D'autres travaux plus récents (Vargas, 1998 ; Spedding et Llanos, 1999), concernant la migration des ruraux dans les régions de Chuquisaca, Potosi et La Paz, apportent des informations complémentaires. Outre une grave détérioration des conditions agro-environnementales (érosion, déforestation, contamination des eaux d'irrigation), les auteurs soulignent que ce ne sont pas tant les inégalités de la structure foncière qui sont les

déterminants de la migration mais plutôt les modalités juridiques de l'accès à la terre (absence de titres de propriété)¹³ ou encore un mode de répartition parcellaire ne permettant pas l'accès aux différents étages écologiques.

Un modèle inversé dans les vallées de Cochabamba

- 25 Les rares travaux existants sur la migration internationale semblent indiquer que le problème de l'accès aux ressources foncières joue tout autant, et de la même manière, que pour les migrations internes. Plusieurs études concernant l'émigration des *tarijeños* en Argentine (département frontalier) soulignent que les comportements migratoires sont très directement liés aux inégalités d'accès aux ressources foncières (mais également hydriques) dans les communautés d'origine (Punch, 1995 ; Fairbairn, 1999). Dans la Haute vallée de Camacho, par exemple, ceux qui émigrent le plus sont ceux qui ont peu de terres (moins de deux hectares) et/ou qui n'ont pas accès à l'irrigation. De même, des observations menées dans le secteur frontalier avec l'Argentine de Quebrada de Humahuaca (Arzeno et *al.*, 1999) indiquent que l'émigration vers la région de Salvador de Jujuy est liée non seulement aux faibles ressources en terres (61 % des migrants ont moins de cinq hectares) mais également à la précarité du statut foncier (difficulté d'obtenir des titres de propriété, conflits fonciers ...).
- 26 Dans les vallées de Cochabamba, pourtant caractérisées — on l'a vu — par une forte parcellisation de la propriété foncière, la relation entre structure agraire et comportements migratoires n'obéit pas de la même manière à la règle de la pression foncière. Bien que réalisée sur un échantillon réduit, la reconstitution des itinéraires migratoires montre, de façon paradoxale, que les paysans qui ont passé plus de 50 % de leur temps de vie conjugale à l'étranger ont entre 4500 m² et 6000 m² (rapportés au nombre de personnes vivant sur l'exploitation). À l'opposé, des familles qui ne migrent pas ou très peu disposent de moins de 1000 m² par personne. Cette corrélation est confirmée par des enquêtes menées par G. Deheza (1991) auprès de plus d'une centaine de familles réparties dans plusieurs villages du *Valle Alto*¹⁴.
- 27 Comment expliquer cette relation ? Tout d'abord, il convient de rappeler que l'émigration rurale dans les régions frontalières de la Bolivie est encore majoritairement à caractère rural-rural et saisonnier, avec parfois un dédoublement résidentiel de part et d'autre de la frontière (Hinojosa Gordonava et *al.*, 2000). Le système de mobilité permet alors de résoudre les problèmes de « soudure » du calendrier agricole entre mai et décembre, période qui coïncide avec la forte demande en main-d'œuvre dans le nord-ouest de l'Argentine. Autrement dit, la migration intervient et s'interpose dans les stratégies familiales dans le cadre d'un complément d'activités et de revenus, selon les exigences imposées par le système de production agricole du lieu d'origine.
- 28 Ce modèle migratoire est très différent de celui qui s'observe dans les vallées de Cochabamba où, d'une part, la migration à l'étranger est essentiellement rurale-urbaine. D'autre part, bien que l'agriculture soit maintenue dans le village d'origine, la migration s'opère selon des rythmes et des durées de migration indépendantes du calendrier agricole¹⁵. Autrement dit, la migration entraîne le prélèvement d'une main-d'œuvre potentiellement active durant des périodes prolongées (les pères de familles et les enfants aînés souvent), obligeant les femmes à prendre en charge la gestion de l'exploitation. Or, il s'agit là d'un élément fondamental de la compréhension des processus migratoire dans la région et de leurs liens avec la structure foncière. Car un départ à l'étranger représente un coût financier conséquent (voyage, démarches administratives ...) qui suppose souvent de s'endetter¹⁶. En conséquence, seules les familles qui ont un minimum de revenus agricoles au départ, autrement dit qui ont accès à une superficie relativement importante de terres, peuvent supporter la période d'endettement lors d'un départ à l'étranger. Les femmes qui restent dans les villages doivent pouvoir vivre de leurs propres ressources, tandis que les remises de la migration sont consacrées au remboursement de la dette. Après cette période (qui varie de six mois à un an), la famille peut utiliser l'épargne de la migration pour d'autres dépenses.
- 29 Par ailleurs, dans cette région soumise à une sécheresse récurrente, l'accès aux ressources hydriques est un facteur fondamental de la différenciation des systèmes de cultures.

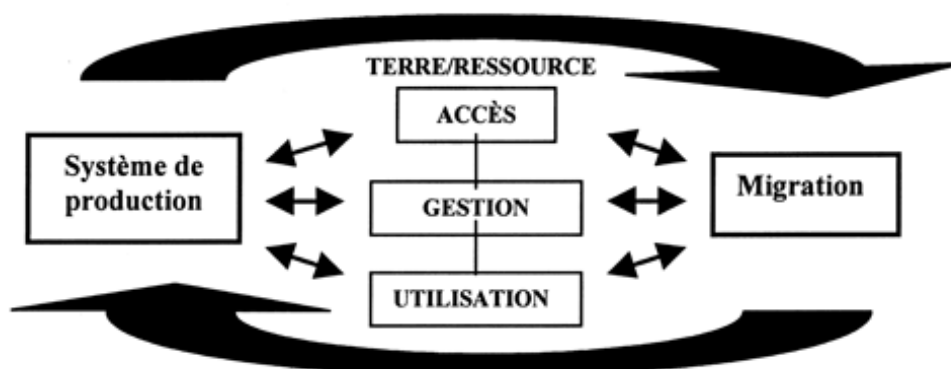
La localisation des parcelles, et en particulier leur proximité aux structures d'irrigation, jouent également sur les comportements migratoires. Les familles qui ont accès aux canaux d'irrigation, ou qui ont des parcelles situées dans la zone plus humide du terroir communautaire, ont des capacités productives plus importantes. Elles peuvent, en particulier, développer une production fourragère de luzerne et se consacrer à l'élevage bovin. Or le suivi annuel des revenus montre que l'élevage (et l'élaboration artisanale de fromages vendus sur le marché urbain de Cochabamba) joue un rôle fondamental pour le maintien de la famille lors de la migration prolongée des hommes.

30 Ainsi s'explique le fait que, dans les vallées de Cochabamba, un départ à l'étranger, et surtout vers des destinations rentables (États-Unis, Israël ...), soit le privilège de ceux qui ont de meilleures ressources foncières. Toutefois, ce lien paradoxal entre migrations et terres trouve d'autres éléments d'explication. La démarche qui consiste à établir une relation à caractère unidirectionnel (en quoi les ressources en terres déterminent-elles les comportements migratoires ?) ne suffit pas à saisir les mécanismes profonds — et souvent occultés — qui animent les espaces ruraux de départ. En effet, la nature du système de production agricole et les composants qui le définissent ne sont pas seulement un déterminant de la migration. Ils en sont aussi une résultante. Cela nous conduit à inverser la démarche, c'est-à-dire à observer les mutations foncières et agricoles qui résultent de la migration internationale.

Stratégies foncières et mutations agro-environnementales liées à l'émigration

31 Les observations menées dans les vallées inter-andines de Bolivie nous conduisent à un essai d'analyse systémique des dynamiques foncières et agricoles des espaces ruraux soumis à une forte émigration. Il s'agit de s'interroger à la fois sur la fonction et les modes d'usage de la terre pour cerner la complexité des interférences qui s'établissent entre le système migratoire et le système de production agricole. La terre, comme ressource agro-écologique et économique de base des sociétés paysannes, fait l'objet de trois modes d'intervention (fig. 4).

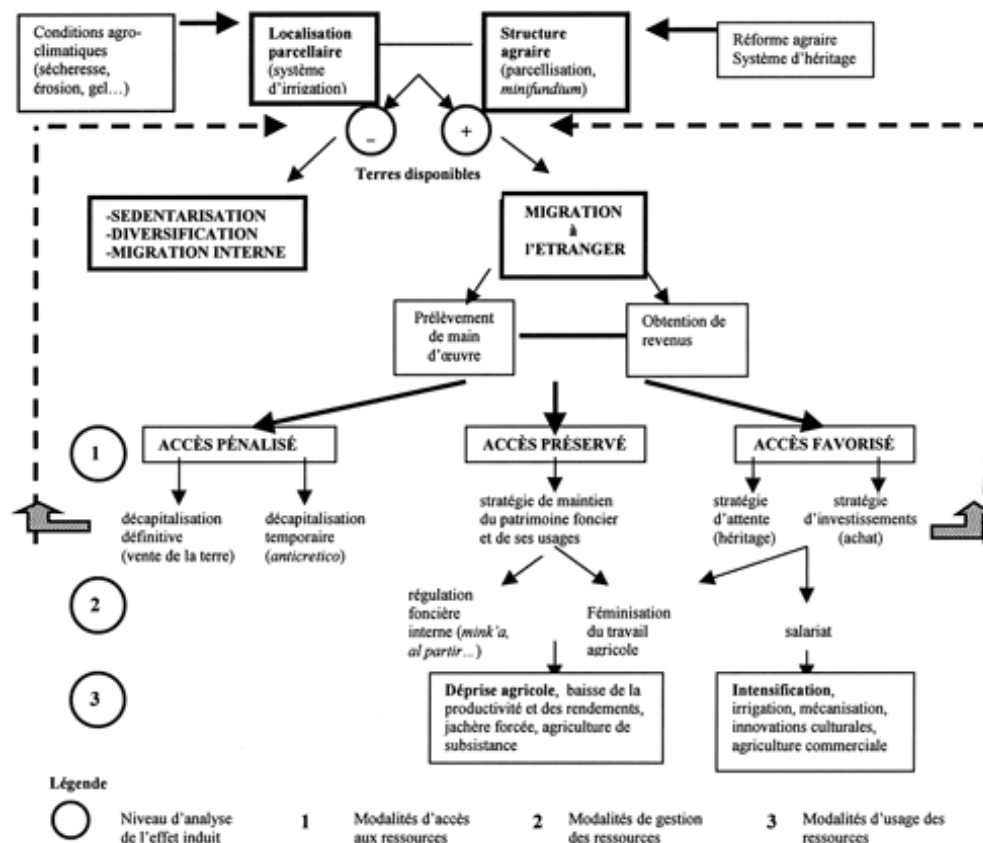
Figure 4 : Les ressources foncières au cœur des interactions entre migrations et production



32 Tout d'abord, elle est l'objet d'un certain mode d'accès et, dans certains cas, d'appropriation, ce qui renvoie à la structure agraire (répartition de la terre) et au statut foncier (propriété, fermage, héritage, achat...). Elle est le support, ensuite, d'un mode d'utilisation et de production, ce qui suppose le choix et l'usage de techniques culturales plus ou moins adaptées et efficaces selon les contraintes et les potentialités du milieu. Troisièmement, elle est une ressource dont le mode de gestion sociale peut être collectif ou non (gestion familiale, pluri-familiale, communautaire...), monétisé ou non (main-d'œuvre familiale ou salariée...). Modes d'accès, d'utilisation et de gestion de la terre constituent ainsi les différents maillons

interdépendants et combinés du système de production, dont nous cherchons à cerner la dynamique évolutive en lien avec le fait migratoire (fig. 5).

Figure 5 : Dynamiques foncières et modes d'usage du sol sous l'effet de l'émigration



33 Dans ce jeu d'interférences, les effets induits de la migration internationale sur les dynamiques foncières font apparaître trois tendances conjointes : un accès favorisé à la terre (extension de la propriété foncière), un accès préservé à la terre (maintien de la mise en valeur des ressources foncières) et un accès pénalisé à la terre (décapitalisation).

Migrer pour accéder à la terre...

34 Dans les vallées de Cochabamba, la relation paradoxale observée entre structure agraire et comportements migratoires tient également au fait que la migration constitue une mode d'accès à la terre. Celui-ci peut être indirect et, dans ce cas, la migration représente une « stratégie d'attente » (ou de temporisation) face aux perspectives d'héritage. En effet, dans ces vallées inter-andines, contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres zones rurales du pays, l'héritage intervient très tard dans le cycle de vie des individus. La règle coutumière voudrait que l'on lègue un lopin de terre, à part égale entre filles et garçons, au moment du mariage. Toutefois, les risques toujours plus fort d'émiettement foncier incitent les familles à retarder le moment de la transmission (elle intervient souvent lors du décès de l'un des deux parents). Pour les jeunes générations qui veulent fonder un foyer, la migration intervient alors comme un passage obligé avant de pouvoir accéder à la terre qui leur revient. Ainsi, on a pu observer que les rythmes de mobilité, et en particulier les phases de retour plus prolongé sur le lieu d'origine, sont en partie liés à ces stratégies de construction d'un patrimoine foncier.

35 Pour les migrants qui parviennent à épargner, l'achat de terres constitue l'autre moyen d'accès à la propriété. Dans les vallées de Cochabamba, les mouvements fonciers, selon un système informel¹⁷ de vente, sont très actifs. Les enquêtes menées dans les villages du *Valle Alto*, montrent que les investissements fonciers grâce à l'épargne de la migration sont très fréquents. Dans certains foyers, plus de la moitié du capital foncier a été constitué par ce biais. Le processus n'est pas nouveau : il a été signalé dans certaines études antérieures concernant d'autres localités du *Valle Alto* (Anderson, 1981 ; Blanes, 1983 ; Deheza, 1991).

36 À l'échelle de la région, il est difficile de connaître l'ampleur de la modification de la structure agraire liée aux effets induits de la migration internationale. Fort probablement, les transferts fonciers entraînent un processus relatif de concentration de la propriété familiale qui permet de ralentir la fragmentation et la dispersion parcellaire (les migrants achètent en priorité des parcelles à proximité de leur lieu de résidence et des canaux d'irrigation). Les paysans qui vendent leurs terres sont de deux types : outre le cas de quelques familles sédentaires à faibles ressources foncières qui renoncent à l'agriculture et qui s'engagent dans des activités non-agricoles (petit commerce, transport ...), il existe un groupe de familles qui ressort pénalisé par le système migratoire. Selon nos observations, il s'agit surtout de foyers dont la migration en Argentine ou aux États-Unis a échoué (échec souvent lié à un endettement irréversible). Face à l'engrenage de l'appauvrissement, ces familles optent pour deux solutions : soit se démunir temporairement de leurs terres en recourant à l'*anticretico* (système qui permet au propriétaire de confier l'usufruit d'une parcelle à un membre de la communauté en échange d'une somme d'argent qui devra être restituée à la fin du contrat¹⁸), soit engager une véritable « décapitalisation » agraire en vendant leurs terres. Dans un cas ou dans l'autre, ces processus ne font qu'accentuer les inégalités foncières et socio-économiques au sein des villages, dans la mesure où ceux qui échouent sont souvent ceux qui ont de faibles ressources au départ.

Migrer pour préserver sa terre...

37 Parallèlement aux stratégies de constitution ou d'extension d'un patrimoine foncier, il existe des logiques migratoires qui visent à assurer le simple maintien de l'exploitation agricole et, en ce sens, à éviter la décapitalisation foncière. Ces situations correspondent quasi exclusivement à des migrants en Argentine qui ne peuvent ou n'envisagent pas de passer à une migration plus rentable aux États-Unis ou ailleurs. La migration vise l'obtention de revenus monétaires réguliers et intervient surtout comme une stratégie de résistance à l'appauvrissement. Dans cette configuration, la terre conserve ses fonctions traditionnelles d'usage ; celles d'assurer avant tout une certaine autosuffisance alimentaire et, si possible, de dégager quelques excédents destinés à la vente.

38 Mais pour ces familles, la difficulté réside dans la capacité à maintenir l'activité agricole en l'absence des migrants. Pour compenser la pénurie de main-d'œuvre, deux modes de gestion des ressources, souvent combinées, peuvent intervenir. Le premier consiste à recourir à des moyens non monétisés, c'est-à-dire à la féminisation du travail agricole ou à la contractualisation d'une main-d'œuvre « gratuite » selon les pratiques traditionnelles andines. Le système de *compañia*, qui est le plus fréquent, consiste à confier une parcelle à un membre du village qui se charge de la mise en culture. Les récoltes sont alors partagées entre le propriétaire et le *compañero*. Certaines femmes préfèrent le système *al partir* qui consiste en une entraide pour la mise en culture des terres respectives de deux familles. La *mink'a*, enfin, constitue une dernière alternative : les femmes recrutent des travailleurs temporaires en les rémunérant en produits agricoles. L'intérêt de ces pratiques est qu'elles agissent comme un moyen de régulation des inégalités foncières au sein des villages, puisque ce sont souvent les paysans sédentaires qui ont très peu de terres (ou pas du tout) qui travaillent sur les exploitations des migrants.

39 Finalement, comme l'indique la figure 5, le jeu d'interactions entre migration et dynamiques foncières procède d'un cercle vicieux. Les paysans les mieux dotés en terres, parce qu'ils peuvent assumer le coût d'un départ, sont les mieux armés pour s'engager dans le processus migratoire. En même temps, ce sont eux qui auront une meilleure capacité d'épargne et qui pourront investir dans la terre. Ils pourront alors prolonger leur itinéraire migratoire vers des destinations plus rentables. En d'autres termes, la migration internationale, loin de compenser les inégalités d'accès à la terre, les entretient, voire les accentue.

Une double dynamique : déprise et intensification agricole

40 Sur la base de la différenciation de l'accès aux ressources foncières, comme nous l'avons précédemment observée, la migration introduit un changement structurel dans les modes de production et de valorisation de la terre. Deux tendances contraires apparaissent : d'un côté, une déprise agricole et, de l'autre, une intensification des systèmes de production.

41 La première tendance concerne les familles pour lesquelles la migration en Argentine est une stratégie de maintien d'une agriculture de subsistance sur la base d'une production traditionnelle (maïs, pommes de terre...). Soumises à une gestion en solitaire de l'exploitation, les femmes ne parviennent pas toujours à optimiser les capacités productives de l'exploitation, aussi faibles soient-elles. La lourdeur des tâches agricoles, que les stratégies d'entraide ne suffisent pas à compenser (*mink'a, compaña*), induisent souvent une sous-exploitation des ressources foncières disponibles. Les femmes renoncent souvent à cultiver certaines parcelles qu'elles laissent alors à l'abandon, parfois pendant plusieurs années successives. Si ces « jachères forcées » peuvent avoir un effet bénéfique pour le renouvellement de la fertilité des sols¹⁹, elles réduisent les capacités productives de l'exploitation. Par ailleurs, il semblerait que les rendements agricoles ressortent également affectés par le processus migratoire²⁰. Les femmes, contraintes par le temps ou encore limitées par un manque de moyens humains ou financiers, sont conduites à modifier le calendrier des activités agricoles (retard des semis par exemple) ou encore à procéder à une simplification des techniques culturales (pas d'entretien des cultures). À cela s'ajoute un manque d'entretien des canaux d'irrigation qui, en provoquant des obstructions, réduisent les capacités d'écoulement de l'eau dans les parcelles. Ainsi, la féminisation de l'agriculture dans ces régions, corollaire de l'émigration, contribue à fragiliser les systèmes de production et la mise en valeur des terres. Le sort de cette « agriculture en sursis » n'est pas tant soumis aux aléas agro-écologiques (sécheresse en particulier) qu'aux « savoir et pouvoir migrer ».

42 Parallèlement à ce type d'évolution, nous observons des dynamiques d'une tout autre nature. Les transactions foncières, on l'a vu, sont très dynamiques dans cette région en dépit pourtant d'un marché foncier très restreint : « *Dans le Valle Alto, la terre est rare et très chère. Pourtant elle continue d'être achetée, même s'il s'agit de petites quantités, parfois moins d'un demi-hectare.* » (Dandler et al, 1982 : 50)²¹. Comment expliquer, dans ces conditions, l'importance des investissements fonciers ? Certes, le fort attachement identitaire et patrimonial des paysanneries andines à la terre peut être un élément d'explication. Mais pour certaines familles, en particulier celles qui ont une bonne capacité d'épargne grâce à la migration aux États-Unis, les investissements s'inscrivent également dans des projets de modernisation et d'intensification des systèmes de production. Profitant des bonnes conditions agro-écologiques (topographie plane, sols fertiles...) et de la proximité du marché urbain de Cochabamba, ces familles développent une agriculture commerciale par le biais d'innovations culturales (productions fruitières, maraîchères, florales...) et techniques (pompage des nappes phréatiques, construction de puits...). Cette modification des systèmes de cultures s'accompagne également d'une intensification de l'usage du sol par le recours aux intrants chimiques (engrais, produits phytosanitaires...), à la mécanisation et à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée et souvent qualifiée. La migration internationale participe ainsi d'une transition de l'agriculture vers des logiques productives de type « entrepreneurial » et fortement monétisée, modifiant ainsi en profondeur les modes traditionnels d'usage des ressources de ces sociétés andines.

Conclusion

43 En Bolivie andine, l'émigration des paysanneries est largement symptomatique d'une société rurale en crise, en quête de son devenir. Parmi les multiples facteurs de blocage, la dimension environnementale surgit à travers la question de l'accès aux ressources agro-écologiques, et en particulier à la terre. La crise est issue, tout d'abord, d'un processus socio-historique ayant introduit, de manière brutale et profonde, la fin d'un modèle d'utilisation rationnelle du milieu fondé sur la complémentarité des étages écologiques andins. Cette rupture historique, ayant réduit les possibilités d'accès à un « territoire-terroir en archipel », a amorcé un processus de différenciation de l'agriculture bolivienne, et plus largement de la société rurale, désormais soumise aux effets d'étagement agro-écologique (opposition entre hautes terres, vallées et plaines).

44 La crise est le résultat, ensuite, d'un système d'accès au foncier fondamentalement inégalitaire que la réforme agraire de 1952 n'a pas réussi à résoudre et que les politiques de colonisation

des terres de l'Orient n'ont fait qu'accentuer. Actuellement, la question cruciale du « *micro-fundium* » et de l'inégale répartition des ressources foncières dans le pays — certes, classique dans un contexte rural traditionnel latino-américain — demeure sans aucun doute l'un des enjeux majeurs du (mal) développement des campagnes boliviennes. À l'échelle du pays, ou encore à l'échelle régionale, la pression foncière demeure de toute évidence l'un des premiers facteurs de la migration rurale. Cependant, l'analyse micro-spatiale, qui tient compte de l'échelle fine de la différenciation locale et communautaire, met en évidence un système d'interactions bien plus complexe entre migrations internationales et ressources foncières. Contrairement à ce qu'il convient d'attendre, la migration n'agit pas comme un système de régulation de la pression et des inégalités foncières, pourtant très forte dans ces vallées d'altitude de Cochabamba. Privilège des mieux dotés en terres, la migration à l'étranger est plutôt un catalyseur des inégalités d'accès aux ressources ; elle ne fait que les reproduire, voire les exacerber.

45 De la même manière, les dynamiques observées dans ces régions échappent au schéma d'interprétation selon lequel la migration temporaire des ruraux s'inscrirait dans une seule logique de dispersion et de minimisation des risques, destinée à fournir un complément de travail et de revenus pour les exploitants agricoles. Contrairement à ce qu'avance P. Pessar (1995) à propos de la migration des Boliviens en Argentine²², la mobilité internationale dans ces régions modifie considérablement les systèmes de production agricole et la structure agraire des localités de départ. Les transformations sont d'une portée variable selon les exploitations. Pour de nombreuses familles (et sans doute la majorité), la migration s'offre comme une brèche salvatrice dans laquelle elles s'engouffrent au péril du fonctionnement de leur exploitation et, parfois même, de leur patrimoine foncier. L'endettement, la monétarisation des systèmes de production, la féminisation de la gestion sociale et technique de l'exploitation deviennent alors des obstacles insurmontables. Il s'ensuit une modification des pratiques culturelles, une baisse des rendements et, à plus long terme une déprise agricole. Pour d'autres foyers, la migration à l'étranger parvient à s'inscrire dans de véritables stratégies d'accès au foncier (soit qu'elle permette d'attendre le moment de l'héritage, soit qu'elle débouche sur l'achat de terres), ou encore dans des stratégies d'intensification et de modernisation des modes de production.

46 Quelle que soit la tendance observée, il apparaît que le rapport à la terre, composante économique et identitaire fondamentale des sociétés paysannes andines, s'articule étroitement aux systèmes de la mobilité internationale²³. En termes de développement, les enjeux de ces dynamiques sont cruciaux. Il conviendrait, tout d'abord, de mesurer à une plus large échelle l'ampleur des mutations foncières et agro-environnementales qui accompagnent la migration à l'étranger, phénomène désormais structurel et inhérent au fonctionnement des économies rurales dans de nombreuses régions de Bolivie. Il conviendrait, par ailleurs, de réfléchir à la pertinence des actions de développement qui prétendent résoudre les déséquilibres démographiques en Bolivie, et en particulier les inégalités d'accès aux ressources foncières, par l'ouverture de nouveaux fronts pionniers. Les expériences de ces vingt dernières années ont montré que, dans les secteurs de colonisation agricole de l'Orient, les paysanneries traditionnelles d'altitude ont rarement pu accéder à la propriété foncière et, quand elles y parviennent, elles ont bien du mal à s'engager dans des logiques productives tournées vers les marchés d'exportation, comme le préconisent les acteurs du développement. Enfin, à l'heure où resurgit en Bolivie le vif débat autour des questions foncières, on peut s'interroger sur les tentatives récentes de refonte des structures agraires dont le principe essentiel repose sur la libéralisation du marché de la terre²⁴.

47 Plutôt que de se fondre à tout prix dans le modèle dominant d'une agriculture mondialisée et spéculative, et dont les chances de compétitivité sur le marché international paraissent bien minces pour la Bolivie (Prudencio Bohrt, 2002), il paraîtrait plus opportun — et plus urgent — de réfléchir à une politique centrée prioritairement sur un secteur paysan qui, en dépit des multiples contraintes qui pèsent sur lui, continue d'assurer l'essentiel de l'approvisionnement alimentaire interne du pays. Mais cela suppose, pour les acteurs du développement, de repenser entièrement le rapport hommes-milieux de ces sociétés andines. Il s'agit, certes, de favoriser

le rééquilibrage des modes de répartition et d'accès aux ressources à l'échelle nationale, mais également de donner aux exploitants agricoles les moyens économiques, logistiques et techniques nécessaires à un usage approprié et « raisonné » de la verticalité agro-écologique andine, ressource précieuse et largement sous-exploitée.

Bibliographie

ANDERSON Bryan (1981) *Importancia de la migración temporal desde áreas rurales a las ciudades argentinas : un estudio de caso sobre el Valle de Cochabamba*. Bolivia y Buenos Aires. La Paz, CEDES/CERES , pp. 215-234.

ARZENO Mariana, TRONCOSO Claudia, CASTRO Hortensia et REBORATTI Carlos Eduardo (1999) *Estrategias de vida y uso de los recursos en la quebrada de Humahuaca*. Informe del Instituto de Geografía, Universidad de Buenos Aires, 21 p.

BLANES Jose et FLORES Gonzalo (1983) *Campesino migrante y colonizador. Reproducción de la economía familiar en el Chapare Tropical*. Serie Estudios Regionales CERES n° 3, La Paz, 150 p.

BLANES Jose (1983) *Bolivia : consecuencias de los movimientos migratorios en el ambito rural*. Congreso Latinoamericano de Poblacion y de Desarrollo, Mexico, 8-10 de noviembre, La Paz, CERES, pp. 11-39.

CARO Deborah, RIORDAN James et CABLES Melissa, (1992) *Encuesta de hogares rurales de Cochabamba : resultados preliminares*. La Paz, USAID-Bolivia/OWD/Aid., 15 p.

CORTES Geneviève (1995) Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires. *Cahiers des Sciences Humaines de l'ORSTOM*, 31 (4), pp. 951-967.

CORTES Geneviève (2000) *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines. (Bolivie)*. Paris, IRD Editions, Col. A travers Champs. 413 p.

DANDLER Jorge, ANDERSON Bryan, LEON Rosario, SAGE, Colin et TORRICO Juan (1982) *Economía campesina en los valles y serranías de Cochabamba : procesos de diversificación y trabajo*. Cochabamba, CERES, 133 p.

DEHEZA Gustavo (1991) *Estudio socio-económico del area del proyecto Laka Laka*. Informe del CIDRE, Cochabamba, 79 p.

DOMENACH Hervé et CELTON Dora (1998) *La comunidad boliviana en Cordoba. Caracterización y proceso migratorio*. Cordoba, ORSTOM, Universidad Nacional de Cordoba, 291 p.

DOMENACH Hervé et PICOUET Michel (1995) *Les migrations. Que sais-je ? n° 224*, PUF, Paris, 127 p.

ERESUE Michel, GASTELLU Jean Marie, MALPARTIDA E. et POUPON Henry (1990) *Agricultura andina : unidad y sistema de producción*. Lima, ORSTOM/UNALM, 499 p.

FAIRBAIRN Jamie (1999) *Estrategias de sobrevivencia de hogares : el altiplano Tarijeño y el valle del Río San Juan del Oro*. Tarija, Bolivia. 15 p.

FRANQUEVILLE André (2000) *La Bolivie. D'un pillage à l'autre*. Paris, IRD/PUM, 292p.

GISBERT Maria Elena, PAINTER Michael et QUITÓN Mery (1994) Gender Issues Associated with Labor Migration and Dependence on Off-farm Income in Rural Bolivia. *Human Organization*, vol.53, n° 2, pp.110-122.

GOMEZ Sergio et KLEIN Emilio (comp.) (1993) *Los pobres del campo : el trabajador eventual*. Santiago, FLACSO, OIT, PREALC, 198 p.

GONZALES DE OLARTE Efrain (1984) *Economía de la comunidad campesina*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 214 p.

HINOJOSA GORDONAVA Alfonso, CORTEZ FRANCO Guildo et PEREZ CAUTIN Liz (2000) *Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte argentino*. La Paz, PIEB, 105 p.

LARSON Brooke (1992) *Colonialismo y transformación agraria en Bolivia. Cochabamba*. La Paz, Ed. CERES/HISBOL, 435 p.

MERCADO BURGOA David, DE LA FUENTE Jose et ROJAS, VACA Luis Hector (1990) *Producción y vida rural en las provincias Mizque y Campero (Bolivia)*. Cochabamba, CEFOIN/IESE, 253 p.

MINISTERIO DE AGRICULTURA, GANADERIA Y DESARROLLO RURAL (2000) *El agro boliviano ; Estadísticas agropecuarias. 1990-1999*. La Paz, Unidad de Planificación y Coordinación Sectorial, 269 p.

- MORLON Pierre (1996) *Comprender la agricultura campesina en los Andes Centrales Perú Bolivia*. Lima, Institut Français d'Études Andines, Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolome De Las Casas. Pérou, 221 p.
- MURRA John (1972) El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas. In Murra J.V. (ed) *Visita de la Provincia de León de Huánuco en 1562 por Inigo Ortiz de Zuñiga, Huánuco*, Universidad Nacional Hermilio Valdizán, t. II, pp. 59-115
- PESSAR Patricia (1986) Migration's effect on agriculture in the Americas, in Pessar P.R., *Report on the Inter-American Conference on Migration Trends and Policies.*, Washington, DC. Georgetown University, Center for Immigration Policy and Refugee Assistance pp. 22-27.
- PRESTON David, TAVERAS Gerardo et PRESTON Rosemary (1998) *Rural emigration and agricultural development in highland Ecuador*. Leeds, UK Ministry of Overseas Development, School of Geography, University of Leeds, 32 p.
- PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (2000) *Informe de Desarrollo Humano de Bolivia*. La Paz, PNUD, 214 p.
- PRUDENCIO BOHRT Julio (2002) Políticas específicas para la producción campesina en el contexto de la globalización. In CIOEC (ed) *Luchando con desventajas. Integración regional y agricultura de pequeños productores*. La Paz, CIOEC-Bolivia, pp. 67-78
- PUNCH Samantha (1995) *Rural emigration as a livelihood strategy for young people in Southern Bolivia : escape or necessity ?* Working Paper 95/02, « Farmers Strategies and Production Systems in Fragile environments in Mountainous Areas Latin America », Université de Leeds, 36 p.
- SPEEDING Alice et LLANOS David (1999) *No Hay ley para la cosecha. Un estudio comparativo del sistema productivo y de las relaciones sociales en Chari y Chulumani, La Paz*. La Paz, PIEB/SINERGIA, 361 p.
- VARGAS Silvia (1998) La migración temporal en la dinámica de la unidad doméstica campesina. In A. Zoomers Eds. *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el Norte de Chuquisaca y Potosí*. La Paz, KIT/CEDLA/CID, pp.149-173.
- ZOOMERS Annliese (Éd) (2001) *Land and sustainable livelihood in Latin America*. Amsterdam KIT Publishers, 257 p.

Notes

1 -Selon les données du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (2000). Précisons toutefois que seulement 3 % de la superficie nationale est actuellement mise en culture, soit 3 millions d'hectares sur une superficie totale d'un peu plus de 110 millions d'hectares. Par ailleurs, les potentialités d'extension de la superficie cultivable ne concernent pas tant les secteurs andins d'altitude où vivent plus de 60 % des ruraux, mais plutôt les zones sub-tropicales de l'est du pays où se développent une agriculture d'exportation et la grande propriété foncière.

2 -Le *minifundium* est une structure agraire caractérisée par des exploitations agricoles de superficie réduite (entre 0,5 et 5 ha) et un émiettement marqué du dessin parcellaire. En Bolivie, le *minifundium* des régions d'altitude (hauts plateaux et vallées) s'oppose aux grandes propriétés (*latifundium*) des régions basses de l'Orient amazonien.

3 -Selon le recensement national de 1992, les ruraux représentent 48 % de la population totale en Bolivie, soit environ trois millions de personnes. Il est estimé que plus de 80 % de la population rurale vit actuellement dans des conditions de pauvreté, dont plus de 60 % dans une situation d'extrême indigence (PNUD, 2000 ; Franqueville, 2001).

4 -(Voir Cortes, 2000). En 1993, dans les villages de la Haute vallée de Cochabamba (*Valle Alto*), la migration concernait 54 % de la population, dont plus des trois quart résidaient à l'étranger (58 % de ces émigrants se trouvaient en Argentine, 39 % aux États-Unis et 3 % au Japon et en Israël). À partir d'une typologie des comportements migratoires (migrants, non migrants...), des enquêtes ont été menées au niveau communautaire (recensement des migrants, organisation sociale du travail, relations d'échanges...), au niveau familial (suivi annuel d'exploitations, de revenus et de dépenses, suivi de consommation alimentaire...) et au niveau individuel (reconstitution des itinéraires migratoires). Ces enquêtes ont été prolongées par des observations menées en 1997.

5 -Cellule socio-territoriale fondamentale de la société rurale andine, déterminée par le système de lignage et de parenté. L'*ayllu* constitue un « territoire/terroir communautaire » dont l'extension peut aller au-delà de plusieurs centaines de kilomètres.

6 -*Oca* : tubercule andin. *Quinoa* : graminée andine

7 -Nos travaux ont montré, par exemple, que les migrations saisonnières dans les zones d'altitude étaient surtout liées à la production illégale de coca du Chaparé (région amazonienne du département). Dans ces communautés de plateaux, pourtant très proches des vallées, la migration internationale est peu fréquente. Par contre, dans les villages du *Valle Alto* de Cochabamba, la migration à l'étranger fait figure de véritable tradition. Il est certain que le métissage, la proximité urbaine ou encore le bilinguisme quechua-espagnol sont des facteurs favorables à la diffusion de la migration internationale.

8 -En échange de l'usufruit d'une petite parcelle, les *colonatos* étaient les paysans indigènes qui travaillaient sur les terres de l'*hacienda*.

9 -Un des objectifs des politiques de colonisation agricole des terres amazoniennes était d'alléger la pression foncière qui s'exerçait dans la partie andine du pays (plus de 80 % de la population nationale y était concentrée). Cependant, plutôt que d'avoir favorisé le développement viable de la petite ou moyenne exploitation familiale, les programmes de colonisation ont donné la priorité à l'extension de la grande propriété, basée sur une production agricole d'exportation et l'élevage extensif.

10 -Certains travaux tendent à nuancer ces interprétations en avançant le fait qu'en Bolivie et, plus généralement dans les sociétés andines, la pluri-activité familiale et certaines formes de la mobilité spatiale actuelle qui leurs sont associées (en particulier les migrations internes vers les centres urbains ou les plaines de l'Orient), ne sont pas un phénomène nouveau et révélateur de crises économique ou agro-environnementale. Elles seraient une réalité inhérente au fonctionnement des économies paysannes andines (comme stratégie de minimisation des risques) dans la continuité historique de « l'idéal vertical andin » (Dandler et al., 1982 ; Gonzales de Olarte 1984 ; Morlon, 1996 ; Vargas, 1998).

11 -J. Blanes et G. Flores calculent, par exemple, que 64 % des immigrants du Chaparé ont moins d'un hectare dans leur communauté d'origine. De même, selon l'étude de D. Mercado et al. réalisée dans la province de Mizque et Campero (Cochabamba), 70 % des migrants au Chaparé y ont moins de deux hectares dans leur village.

12 -Selon les données d'un recensement effectué à l'échelle d'une communauté (85 familles), il s'avère que les familles de non migrants disposent d'une superficie de plus de 8000 m² par personne, tandis que les migrants au Chaparé disposent de 2000 à 5000 m².

13 -« Parmi les principaux facteurs de l'émigration, on trouve le minifundio et le manque de terres. Mais la problématique de la migration n'est pas celle d'un manque absolu de terres (c'est à dire un nombre excessif de personnes en relation à l'extension totale des terres cultivables) mais plutôt un problème de droit foncier. Il peut y avoir des terres cultivables qui restent abandonnées, faute de bonnes conditions socio-juridiques qui en garantissent l'accès et l'usage. » (traduit de Spedding et Llanos, 1999 : 20).

14 -L'étude de G. Deheza montre que chez les familles à très faibles ressources foncières (moins d'un hectare), et qui se trouvent être les plus représentées (68 sur 113), seulement 14 % des membres migrent à l'étranger. La proportion est de 24 % pour les familles qui disposent d'un à deux hectares, de 20 % pour celles qui ont plus de deux hectares.

15 -Dans les villes d'émigration (Buenos Aires, Miami, Washington...), les migrants s'insèrent dans les secteurs du bâtiment, du commerce, de la restauration, des services domestiques ou encore de la petite industrie textile. Les rythmes migratoires sont très variables d'une famille à l'autre, largement dépendante du cycle de vie, des conditions de travail... Mais généralement, dans les premières années de l'expérience migratoire, la durée des séjours dans les lieux d'accueil est de l'ordre de deux à trois ans avec ou sans retour ponctuel au village (les retours interviennent une fois par an, dans la plupart des cas, au moment des fêtes locales).

16 -En 1993, le coût de la migration était très variable selon les destinations (1500 dollars pour l'Argentine, entre 2000 et 4000 dollars pour les États-Unis, Israël ou le Japon...). Les migrants, qui disposent très rarement du capital nécessaire, recourent à l'emprunt soit auprès de leurs parents proches, d'anciens migrants ou encore auprès de créanciers « professionnels » de la ville de Cochabamba qui exigent, par ailleurs, des taux d'intérêt particulièrement élevés.

17 -Jusqu'à la nouvelle loi de réforme agraire de 1992-1996, la vente de terres à vocation agricole était interdite par la législation bolivienne qui, dans l'héritage de la révolution

nationale de 1952, visait à protéger le droit à la propriété foncière, individuelle et communautaire. De ce fait, la vente de terres dans les vallées de Cochabamba intervient le plus souvent sous forme de contrats informels (souvent oraux).

18 -Ces contrats de « location » de la terre sont établis généralement pour un an, au cas échéant renouvelable, moyennant la somme de 1500 dollars par hectare (donnée de 1993).

19 -La jachère longue, parfois sur plus de dix ans, est une pratique traditionnelle du système cultural andin. Or dans les vallées, où la pression foncière est considérable, la jachère a progressivement disparu.

20 -Pour certains produits comme le maïs et la pomme de terre, les suivis d'exploitation ont montré que ces familles avaient des rendements bien inférieurs à ce que peut produire la terre habituellement dans ces régions.

21 -En 1993, le prix d'un hectare de terre dans le *Valle Alto* est de 6000 à 9000 dollars, ce qui représente plus de cinq ans d'épargne aux États-Unis !

22 -P. Pessar souligne que, contrairement à ce que l'on observe dans d'autres régions latino-américaines, l'émigration rurale des Boliviens en Argentine, par son caractère temporaire et saisonnier, n'affecte pas les systèmes de production agricole des espaces de départ et n'altère pas la structure agraire de base.

23 -H. Domenach et D. Celton (1998), dans une étude sur la migration bolivienne à Cordoba, montrent que l'un des facteurs susceptibles de favoriser les effets de retours et de réversibilité de la migration est le lien qu'entretiennent les migrants avec le foncier (existence ou non de propriétés dans le lieu d'origine).

24 -La nouvelle législation agraire de 1992-1996 (loi INRA) entend résoudre le blocage des structures de production par toute une série de mesures, en particulier par celle de la libéralisation du marché foncier. Or, depuis sa mise en place, la loi INRA suscite de vives protestations de la part des syndicats paysans et des populations rurales qui suspectent le gouvernement de vouloir, d'une part, remettre en cause les droits fonciers individuels, communautaires et indigènes et, d'autre part, favoriser l'extension de la grande propriété par la main-mise de fonds privés et étrangers sur le marché de la terre.

Pour citer cet article

Référence électronique

Geneviève Cortes, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 18 - n°2 | 2002, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/1644> ; DOI : 10.4000/remi.1644

Référence papier

Geneviève Cortes, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18 - n°2 | 2002, 83-104.

À propos de l'auteur

Geneviève Cortes

Maître de conférence à l'université Montpellier III, Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine (UMR 5135), Toulouse

Droits d'auteur

© Université de Poitiers

Résumé / Abstract / Resumen

Cet article propose une analyse de l'émigration rurale dans les Andes de Bolivie au travers de ses modes d'articulations - et d'interactions - avec la question de l'accès aux

ressources foncières et de ses modalités d'usage. Héritages du passé, la rupture d'un mode ancestral d'utilisation verticale du milieu, tout autant que l'inégalité de la structure agraire et l'émiettement de la propriété familiale, constituent à l'échelle nationale un puissant facteur agro-environnemental de l'émigration rurale contemporaine andine. Toutefois, l'analyse micro-locale des dynamiques migratoires de certaines campagnes boliviennes révèle que les migrations internationales ne répondent pas toujours à la règle de la pression foncière et qu'elles peuvent jouer à contresens d'un processus de régulation et de compensation des inégalités d'accès aux ressources. À ce constat s'ajoute celui d'un changement profond dans les modes traditionnels d'usage du sol, oscillant entre déprise et intensification agricole, et dont la portée est cruciale en termes de développement.

Mots clés : environnement, espace rural, territorialité, propriété, développement local

Acces to Land Resources in Andean Rural Migration. An essay in systemic analysis based on the Bolivian Model. -- This article proposes an analysis of rural emigration in the Bolivian Andes through its links to -and interactions with- the question of access to land resources and modes of usage. Past heritages, a break with the ancestral modes of vertical land utilisation, as much as the inequality of the agrarian structure and the parcelling off of family property, constitute, at a national scale, a powerful agro-environmental factor in contemporary rural Andean emigration. Nevertheless, micro-local analysis of the migratory dynamics in certain parts of rural Bolivia reveals that international migrations do not always react to land pressure and that they can play a counter-role in the process of regulation and compensation of unequal access to resources. In addition, we observe a profound change in the traditional modes of land usage, alternating between a decrease in surface cultivated and an intensified agriculture whose repercussions are crucial to development.

El acceso a los recursos en tierras, cuestión clave de la emigración rural andina. Ensayo de lectura sistémica a partir del ejemplo boliviano. -- Este artículo propone un análisis de la emigración rural en los Andes de Bolivia a través de sus modos de articulaciones - y de interacciones - con la cuestión del acceso a los recursos en tierras y de sus modalidades de uso. Herencias del pasado, la ruptura del modo ancestral de uso vertical del medio, tanto como la desigualdad de la estructura agraria y la parcelización de la propiedad familiar constituyen al nivel nacional un factor poderoso de la emigración rural contemporánea andina. Sin embargo, el análisis micro-locale de las dinámicas migratorias en los campos bolivianos revelan que la migración internacional no coincide siempre con la regla de la presión sobre la tierra. Más bien puede actuar en sentido contrario de un proceso de regulación o de compensación de las desigualdades en el acceso a los recursos. A estas observaciones se añade aquella de un cambio profundo en los modos tradicionales de uso del suelo, los cuales oscilan entre regresión de las superficies cultivadas y intensificación agrícola. Estos procesos tienen repercusiones fundamentales en termino de desarrollo.

Entrées d'index

Index géographique : Bolivie